

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le
26 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

Établissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST_AVOLD_TEPF_2022-05-17_RAPVI_inspection_08-04-2022_SCK_31470

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2022 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « respect des échéances » et a porté sur le respect des délais de transmission des bilans annuels imposés dans les arrêtés préfectoraux réglementant l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT dans GUN : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matière première.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des échéances ;
- Système de Gestion de la Sécurité (SGS) ;
- Rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Revue de direction SGS	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 7 (partiel)	/	/
Transmission de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 26 (partiel)	/	/
Transmission de l'autosurveillance RC4	Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.4.1 (partiel)	/	/
Transmission de l'autosurveillance PPC	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.3.2 (partiel)	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 8 avril 2022 a porté sur le respect des échéances de transmission des documents de surveillance de l'établissement. Ce contrôle a été l'occasion de rappeler à l'exploitant ses obligations en termes de transmission de documentation à l'inspection des installations classées.

Aucune suite n'a été proposée du fait de la communication des documents attendus postérieurement au contrôle.

Pour autant l'exploitant devra veiller à respecter ses obligations et à transmettre ses bilans annuels dans des délais raisonnables l'année suivante.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Revue de direction SGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 7 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant transmet chaque année au préfet les résultats des revues de direction précisés dans l'arrêté ministériel précité.
Constats : Le bilan SGS de l'année 2020 a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 20/04/2022.
Observations : L'obligation de transmission de ce bilan conformément à l'arrêté préfectoral cadre n°2006/DEDD/1-307 du 22/08/2006 a été rappelée à l'exploitant. Celui-ci s'est engagé à la respecter pour les prochaines années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 26 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance des rejets à l'atmosphère des ateliers assujettis sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Ils sont présentés sous une forme synthétique facilement exploitable et sont accompagnés d'une analyse des éventuels dépassements des seuils fixés par les arrêtés d'autorisation et d'un compte-rendu détaillé des mesures compensatoires prises ou envisagées pour limiter ces dépassements.</p> <p>Les résultats doivent être complétés par des renseignements relatifs aux points de prélèvements, aux conditions de fonctionnement pendant les mesures, au niveau de production et aux débits rejetés.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Le bilan annuel 2020 de la surveillance des émissions atmosphériques de l'établissement n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées en 2021.</p> <p>Le document récapitulatif des différents résultats des mesures réalisées au sein des différents ateliers a été transmis à la suite du présent contrôle par courrier du 25/04/2022.</p> <p>L'examen par sondage de ce document ne soulève pas d'observation hormis concernant les rejets de l'atelier PPC qui font l'objet d'un constat détaillé ci-après (point de contrôle : transmission de l'autosurveillance PPC).</p> <p>Observations : L'obligation de transmission annuelle de ces bilans conformément à l'arrêté préfectoral cadre n°2006/DEDD/1-307 du 22/08/2006 a été rappelée à l'exploitant. Celui-ci s'est engagé à la respecter pour les prochaines années.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Transmission de l'autosurveillance RC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.4.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D – Méthodes et normes de prélèvement, mesure et analyse</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats comparés aux valeurs limites imposées à l'article 3.2.3. et commentés sont transmis à l'Inspection des Installations Classées suivant les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 et de ses modifications ultérieures sauf si la mesure fait apparaître une non-conformité avec les prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Dans ce cas, les résultats sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées dans les plus brefs délais, accompagnés de commentaires sur les raisons du dépassement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Le bilan annuel 2020 de la surveillance des émissions de l'atelier Résines C4 (RC4) n'a pas été transmis à l'Inspection en 2021.</p> <p>Le bilan annuel 2020 de la surveillance des chaudières de l'atelier a été transmis à la suite du présent contrôle par courrier du 21/04/2022 et celui de l'oxydateur de l'atelier par courrier du 25/04/2022.</p> <p>L'examen par sondage de ces documents ne soulève pas d'observation.</p> <p>Observations : L'obligation de transmission annuelle de ces bilans conformément à l'arrêté préfectoral cadre n°2006/DEDD/1-307 du 22/08/2006 a été rappelée à l'exploitant. Celui-ci s'est engagé à la respecter pour les prochaines années.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Transmission de l'autosurveillance PPC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.3.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] Les résultats des mesures réalisées, ainsi que du flux annuel, comparés aux valeurs limites imposées à l'article 4.2.2.2. et commentés sont transmis à l'inspection des installations classées suivant les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 et de ses modifications ultérieures sauf si la mesure fait apparaître une non-conformité avec les prescriptions du présent arrêté. Dans ce cas, les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais, accompagnés de commentaires sur les raisons du dépassement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.
Constats : Le bilan annuel 2020 de la surveillance des émissions atmosphériques de l'établissement n'a pas été transmis à l'Inspection en 2021. Le document récapitulatif des différents résultats des mesures de surveillance des rejets atmosphériques réalisées au sein des différents ateliers a été transmis à la suite du présent contrôle par courrier du 25/04/2022. Concernant l'atelier PolyPropylène Compounds (PPC), le courrier ne compare ni les résultats des mesures ni le flux annuel aux valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral. Par ailleurs il est indiqué dans ce courrier que <i>"des mesures supplémentaires ont dû être réalisées sur un silo de matière première (PP) et sur un silo de produit fini car les 1^{ères} mesures indiquaient des mesures en poussières supérieures à la VLE. Ce qui n'a pas été constaté à la mesure supplémentaire"</i> . Le résultat des mesures non conformes n'a pas été communiqué à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Observations : L'obligation de transmission annuelle de ces bilans conformément à l'arrêté préfectoral cadre n°2006/DEDD/1-307 du 22/08/2006 a été rappelée à l'exploitant. Celui-ci s'est engagé à la respecter pour les prochaines années. Il lui est également rappelé, pour les prochaines campagnes de mesures, l'obligation de communication dans les plus brefs délais des résultats non conformes à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les raisons du dépassement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier sans attendre la rédaction du bilan annuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet